

LE MINISTRE DE LA SANTÉ :

«Le départ à la retraite n'est pas une sanction»

En visite de travail dans la wilaya d'Oran pour deux jours, le ministre de la Santé Abdelmalek Boudiaf dira qu'il n'y a absolument aucune résistance envers l'instruction pour la mise en application de l'arrêté interministériel relatif au départ à la retraite des chefs de service. «Nous n'avons aucun problème avec les professeurs mis à la retraite. Ce n'est pas une sanction, ni une punition, c'est un droit que les gens partent à la retraite, et c'est un droit pour leurs élèves de reprendre les responsabilités et donner un nouveau souffle».

Amel Bentolba – Oran (le soir) - Pour le ministre de la Santé, l'Algérie est arrivée à un point où il y en a assez des dérogations, et d'insister sur la question des départ à la retraite des chefs de service «tout le monde est ravi. Un chef de service qui part à la retraite, laisse celui qu'il a formé prendre le relais.»

A Oran, 26 chefs de service ont été mis à la retraite, dira Abdelmalek Boudiaf, qui ajoute «sachez que vous avez 3000 hospitalo-universitaires, la relève est largement assurée. Je vous le dis je n'ai pas de résistance.»

«Le chevauchement crée le parasite» une phrase qu'a eu hier le ministre de la Santé au sujet de

la gestion des hôpitaux, qui devraient inévitablement passer par une quelconque formule (non encore déterminée dira le ministre) qu'il s'agisse de sous-traitance ou autre afin que chacun gère son service et ou ses responsabilités convenablement. «Il faut rendre au directeur d'un établissement hospitalier sa vocation de gestionnaire, ce n'est pas à lui de gérer l'espace vert, la restauration... Son rôle concerne la gestion du médicament et les médecins pour une meilleure prise en charge des malades. Il faut suivre les mutations, qui sont rapides pour développer les services à l'extérieur.»

Concernant les dossiers médicaux électroniques, le ministre



Abdelmalek Boudiaf, ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière.

Photo : DR

reconnaît que si dans certains établissements l'opération avance, dans d'autres elle patauge. «Nous avons pris la décision au niveau du ministère pour aller de l'avant et nous allons informatiser tous les services qui soignent le cancer et qui seront reliés directement au data center du ministère.» Et d'annoncer que d'ici deux semaines maximum, le ministère de la Santé communiquera le chiffre exact des personnes

atteintes du cancer et ainsi mettre un terme à la spéculation au sujet des chiffres.

Dans l'après-midi d'hier, le ministre de la Santé a repris sa casquette de membre du FLN où il a pris part à une réunion. Sa visite de travail quant à elle se poursuivra aujourd'hui par une rencontre avec les cadres de la santé au niveau des Andalous, suivie d'une visite de terrain.

A. B.

ENVIRON 11 000 NOUVEAUX CAS SONT DIAGNOSTIQUÉS CHAQUE ANNÉE

Octobre rose pour le dépistage du cancer du sein

Le mois d'octobre est, encore une fois, une occasion pour sensibiliser contre le cancer du sein. Associations, professionnels de la santé et organismes sanitaires se mobilisent et multiplient les initiatives et campagnes d'information en faveur du dépistage précoce. Sur les 50 000 nouveaux cas de cancer diagnostiqués chaque année en Algérie, 11 000 sont des cancers du sein.

Salima Akkouche – Alger (Le Soir) - Le cancer du sein est le cancer le plus fréquent et le plus mortel des cancers chez la femme. Il touche chaque année 11 000 femmes en Algérie dont 3 500 décèdent, soit une moyenne de 10 femmes par jour. L'âge médian est de 47 ans, c'est-à-dire que 50% des cancers du sein ont déjà eu lieu avant cet âge.

L'Algérie, qui a mis en œuvre son premier plan cancer (2014/2019) depuis l'année dernière, se félicite des avancées réalisées en matière d'accès aux soins. Avec 93 unités et services de chimiothérapie couvrant les 48 wilayas, le problème de chimiothérapie a été réglé. Le problème de radiothérapie ne se pose plus aussi sur l'ensemble des localisations, affirme le ministère de la Santé et les délais d'attente se sont normalisés. Au total, 17 centres et services anti-cancer, contre 13 centres actuellement, relevant du secteur public, vont être opérationnels d'ici 2018 et dont la plupart disposeront de trois

accélérateurs. Le ministre de la Santé, qui annonçait la semaine dernière des journées d'information le 24 et 26 octobre prochains sur le cancer a indiqué que le président de la République reçoit deux rapports par an sur le plan cancer. Un plan qui a eu du mal à démarrer selon Boudiaf en raison du problème du leadership. «Certains ne voulaient pas coopérer et chacun voulait travailler en solo. Même pour avoir des informations, nous avons eu du mal et nous avons dû changer des personnes», a dénoncé le premier responsable du secteur. Par ailleurs, pour sensibiliser au dépistage, l'association El Amel CPMC a tracé un large programme d'information durant tout ce mois, baptisé Octobre rose.

Le cancer du sein, estime l'association, est «une tragédie silencieuse que nous devons arrêter par la prévention, la sensibilisation et l'information». Comment le prévenir ? L'association El Amel explique que l'examen le plus préconisé est la mammographie. Cet exa-

men est recommandé une fois tous les deux ans pour les femmes de plus de 40 ans. Pour celles ayant des antécédents familiaux, une surveillance est requise beaucoup plus tôt. Les professionnels de la santé préconisent également une bonne hygiène de vie à travers une alimentation saine et une activité physique régulière. Ces derniers déconseillent, cependant, le tabac et l'alcool.

Une journée scientifique le 21 octobre

Organisée sous le thème «dépistage en Algérie, expérience et perspectives», cette journée thématique est l'occasion, expliquent ses initiateurs, pour annoncer aux professionnels de la santé les résultats de l'opération de dépistage menée cette année en partenariat avec le ministère de la Santé. Réunissant environ 200 spécialistes en cancérologie à travers le pays, ce rendez-vous est aussi l'occasion pour discuter des avancées scientifiques et médicales dans le domaine.

Une grande course féminine de sensibilisation

Comme depuis quatre ans déjà, l'association El Amel en partenariat avec la Fédération nationale d'athlétisme organise-

ra le 21 octobre prochain à l'annexe du stade du 5-Juillet, complexe Mohamed-Boudiaf, une course féminine. Son objectif est de sensibiliser les femmes à l'importance d'une activité physique pour éviter la sédentarité qui est un des facteurs de risque du cancer du sein et c'est aussi l'occasion d'apporter un soutien aux patientes.

Octobre rose, tous contre le cancer du sein

Le mois d'octobre a été choisi il y a une trentaine d'années pour devenir un moment fort de lutte contre le cancer du sein qui commençait à faire des ravages parmi les femmes dans le monde. Avec un ruban rose pour la signaler, cette lutte est devenue le symbole d'un effort collectif pour empêcher que ce cancer ne continue à faire toujours plus de victimes.

En Algérie, depuis déjà plusieurs années, l'association El Amel ne rate pas ce rendez-vous. En plus des campagnes de sensibilisation, l'association a lancé, depuis 2009, une caravane de sensibilisation dotée d'une équipe médicale multidisciplinaire (radiologues, oncologues, chirurgiens et sénologues) permettant le dépistage de 10 000 femmes dans les régions enclavées.

S. A.

RÉITÉRANT L'ABROGATION DU CODE DE LA FAMILLE

Le RCD dénonce le «double autoritarisme» du pouvoir sur les femmes

Les femmes démocrates du RCD dénoncent le pouvoir qui exerce un «double autoritarisme» sur les femmes, mettant les vellétés de réformes sans la volonté politique de construire un projet social de progrès de simple «saupoudrage de circonstance».

Mohamed Kebci-Alger (Le Soir) - Le conseil national de cette organisation, qui a tenu sa toute première session avant-hier vendredi, a tenu à constater «qu'aux atteintes aux droits de l'Homme, l'instrumentalisation de la justice et les inégalités sociales, de plus en plus insupportables, s'ajoutent le maintien d'un code de la famille qui codifie l'infériorité de la femme qui la renvoie au ban de la société voire aux pratiques moyen-âgeuses». Relevant un quotidien «meublé par le cri des femmes violées ou violentées physiquement ou verbalement», il regrette une «société qui voit en elles le maillon le plus faible et encouragée par l'indifférence et l'effroyable bigoterie ambiantes installées par un système politique qui a brouillé tous les repères et banalisé toutes les formes de violences par la promotion de l'argent et la pollution des valeurs universelles de l'humanisme». Et de considérer, à juste titre, que Amina Mébarek, brûlée vive à Constantine «n'est pas la victime de la folie passagère d'un homme mais d'un système où l'école et les espaces publics désignent la femme comme le mal absolu».

Les femmes démocrates du RCD estiment, par ailleurs, que ces feux de la haine ne touchent pas que les femmes puisque les enfants sont également «victimes d'une idéologie d'une école sinistree et d'adultes encouragés par de multiples impunités : agressions, kidnappings, abus sexuels, assassinats d'enfants tendant à devenir des banalités qui envahissent l'espace médiatique». Et de s'interroger quant à l'avenir auquel peut aspirer une communauté humaine où les enfants «ont peur de vivre leur enfance et les femmes leur féminité».

Pour cette organisation des femmes militantes du RCD, les vellétés de réformes sans la volonté politique de construire un projet social de progrès «ne peuvent être qu'un saupoudrage de circonstance», estimant que l'abrogation du code de la famille, la fin de la discrimination sexiste à l'école et la protection des enfants sont des «préalables pour libérer la femme algérienne et construire une société de production et de justice tournée vers l'avenir».

M. K.